

SENATO DELLA REPUBBLICA

XV LEGISLATURA

Doc. XII-bis
N. 32

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

Parte II della 52^a Sessione ordinaria
(Parigi, 18-20 dicembre 2006)

Recommandation n. 793 (1)

Sur les opérations de l'Union européenne en République démocratique
du Congo (RDC) – Réponse au rapport annuel du Conseil

Annunziata il 19 marzo 2007

L'ASSEMBLÉE,

(i) Soutenant pleinement les efforts internationaux en faveur de la transition, de la stabilisation et de la reconstruction en République démocratique du Congo;

(ii) Exprimant son plein soutien à la poursuite du processus politique de transition en République démocratique du Congo;

(iii) Soulignant l'importance capitale que revêt le processus électoral, présidentiel, législatif, provincial et local pour la mise en place d'un Etat démocratique

congolais, légitime et représentatif de la volonté des populations de ce pays;

(iv) Se félicitant du bon déroulement des élections et de l'entrée en fonction sans heurt de Joseph Kabila en tant que Président élu le 6 décembre;

(v) Considérant que le processus électoral n'est qu'une étape dans la reconstruction de la République démocratique du Congo;

(vi) Soulignant, à la lumière d'autres expériences de reconstruction nationale, en Europe du Sud-Est ou ailleurs dans le monde, que la priorité doit être donnée à la reconstruction économique et sociale;

(vii) Considérant qu'en l'état actuel des réseaux économiques et de l'infrastructure

(1) Adoptée par l'Assemblée le 20 décembre 2006, lors de sa huitième séance plénière.

nationale, cet effort ne peut être mené à bien sans un réel engagement politique et économique des grandes organisations internationales;

(viii) Soulignant que la responsabilité majeure dans le domaine de l'assistance, déjà démontrée lors de l'accompagnement du processus de paix et du processus politique des élections, revient aux Nations unies et à l'Union européenne;

(ix) Considérant en conséquence que la République démocratique du Congo devrait avoir valeur de test pour la mise en oeuvre par l'Union européenne d'une politique euro-africaine de partenariat, basée sur des intérêts communs, le respect mutuel et la prise en compte des spécificités politiques et sociales de l'ensemble de la société congolaise;

(x) Considérant que la sécurité est une condition essentielle pour le lancement d'une reconstruction économique durable, devant déboucher à moyen terme sur une prise totale de responsabilités par les autorités légitimes de la République démocratique du Congo;

(xi) Soulignant l'importance, dans ce cadre, de l'assistance, du conseil et de la formation en matière de sécurité intérieure et extérieure, notamment à travers les missions EUPOL Kinshasa (police) et EUSEC RD Congo (forces armées de la RDC);

(xii) Reconnaissant que sans la présence massive des forces de la MONUC sur le territoire de la République démocratique du Congo, la mise en oeuvre des accords de paix régionaux de 2002 (Pretoria) n'aurait pas été possible;

(xiii) Exprimant son soutien au maintien de ces forces jusqu'à ce que l'Etat démocratique congolais puisse étendre sa présence à l'ensemble du territoire et garantir aux populations la sécurité et la justice à laquelle elles aspirent;

(xiv) Considérant qu'à l'issue du processus électoral et dès l'investiture du nouveau Président et la mise en place d'un

gouvernement représentatif de l'ensemble des populations de la RDC, issu du parlement, les différents milices et groupes armés au service des candidats ou de groupes d'intérêt privés doivent être dissous et leurs membres intégrés dans les forces armées de la RDC, sous la double supervision de la MONUC et d'EUSEC RD Congo;

(xv) Considérant que les Nations unies et l'Union européenne ont les moyens de mener à bien ce processus en utilisant les mécanismes politiques, économiques et militaires dont elles disposent;

(xvi) Considérant, dans ce cas, que l'Union européenne, avec l'accord des nouvelles autorités légitimes de la RDC et en coordination avec les Nations unies, pourrait envisager une prolongation et un renforcement du dispositif EUFOR RD Congo pour une durée d'au moins un an;

(xvii) Considérant, en parallèle avec les efforts de sécurité, que l'Union européenne a une responsabilité particulière en matière d'assistance économique et qu'elle a les moyens d'imposer une plus grande transparence en ce qui concerne l'exploitation et la gestion des ressources naturelles, notamment minières, de la RDC et de veiller à ce que celles-ci soient mises au service de la reconstruction économique du pays, dans l'intérêt des populations;

(xviii) Soulignant qu'il n'est pas acceptable que des entreprises européennes ou internationales ayant des liens avec l'Europe soient associées en RDC à des activités économiques qui favoriseraient la corruption et la formation de groupes armés de sécurité hors du contrôle étatique;

(xix) Considérant que dans ses réflexions sur la mise en oeuvre d'un partenariat stratégique avec l'Afrique, l'Union doit développer une vision à moyen et long termes cohérente en ce qui concerne l'utilisation simultanée de ses instruments économiques, juridiques, civils et militaires de gestion des crises;

(xx) Considérant, à la lumière de l'expérience acquise avec l'EUFOR RD Congo, qu'il est urgent de réviser les principes, structures et mécanismes de planification opérationnelle, de génération de forces et de financement des opérations civiles et militaires de gestion des crises;

(xxi) Considérant qu'en matière de financement, le mécanisme Athéna n'est plus satisfaisant, et qu'il est particulièrement insuffisant pour des missions dans lesquelles des milliers de soldats sont engagés pour une durée indéterminée ;

(xxii) Soulignant le besoin de donner une plus grande visibilité aux opérations militaires de gestion des crises conduites par l'Union européenne, en améliorant l'information des opinions publiques sur place et surtout en Europe;

(xxiii) Notant dans ce contexte que le budget de la PESC pour 2007 a été porté à 159 millions d'euros, et tenant compte du fait que quelque 100 millions d'euros seront probablement absorbés par la future mission civile de PESD au Kosovo;

(xxiv) Considérant que les gouvernements des Etats membres doivent mettre en oeuvre une coordination plus étroite avec leurs parlements nationaux avant de décider du lancement d'une opération militaire de gestion des crises dans le cadre de l'UE ou l'OTAN afin de mieux définir les objectifs de celle-ci et les conditions d'emploi des forces (règles d'engagement) compte tenu des différents intérêts nationaux représentés et des priorités nationales,

**RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER
LES ETATS DE L'UEO, EN TANT QUE
MEMBRES ACTUELS OU POTENTIELS
DE L'UNION EUROPÉENNE**

1. A proposer la mise sur pied dans le cadre de l'UE d'une nouvelle mission d'assistance à la stabilisation en République démocratique du Congo, avec l'engage-

ment, si possible, de la Force européenne de gendarmerie;

2. A soutenir activement les efforts des missions EUPOL et EUSEC, à renforcer leurs moyens et à étendre leur mandat à la formation de la police nationale de la RDC et des forces armées de la RDC;

3. A accroître l'efficacité des forces sur le terrain en harmonisant autant que possible les règles d'engagement des unités nationales déployées;

4. A assurer une meilleure coordination locale des efforts et des initiatives de la Commission européenne et du Conseil de l'Union européenne, y compris en ayant recours aux moyens et capacités de la Commission pour la réalisation d'objectifs relevant par nature de la responsabilité du Conseil de l'Union européenne;

5. A poursuivre les efforts au niveau national, européen et à celui de l'OTAN, en vue de développer et renforcer les capacités d'intervention et de soutien aux forces européennes dans les domaines de la déployabilité, de la mobilité, de la logistique, des systèmes d'armes, de l'interopérabilité et de la multinationalité;

6. A respecter les calendriers de déclaration d'opérationnalité des Groupements tactiques 1500 de l'Union européenne et de la Force de réaction de l'OTAN;

7. A formuler des propositions en vue d'une réforme rapide du mécanisme Athéna pour le financement des opérations militaires de gestion des crises par l'Union européenne;

8. A veiller dans la mesure du possible, avant de prendre des décisions sur le lancement d'une mission militaire de gestion des crises, à ce que les parlements nationaux soient désormais consultés et à maintenir l'Assemblée informée sur l'état des missions des forces nationales des Etats de l'UEO déployées dans les opérations militaires de gestion des crises conduites par l'Union européenne ou par l'OTAN.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 793 (1)****Le operazioni dell'Unione europea
nella Repubblica democratica del Congo (RDC)**

L'ASSEMBLEA,

(i) Esprimendo il suo pieno sostegno all'impegno internazionale a favore del processo di transizione, stabilizzazione e ricostruzione nella Repubblica democratica del Congo (RDC);

(ii) Esprimendo il suo pieno sostegno al proseguimento del processo di transizione politica nella Repubblica democratica del Congo;

(iii) Sottolineando l'importanza capitale che riveste il processo delle elezioni presidenziali, politiche, provinciali e locali per l'insediamento di un governo congolese legittimo, democratico e rappresentativo della volontà dell'intero popolo;

(iv) Plaudendo allo svolgimento positivo delle elezioni e all'insediamento pacifico di Joseph Kabila, eletto alla Presidenza il 6 dicembre 2006;

(v) Considerando che il processo elettorale è solo una tappa verso la ricostruzione della Repubblica democratica del Congo;

(vi) Sottolineando, alla luce di altre esperienze di ricostruzione nazionale, nel Sud Est europeo o altrove nel mondo, che la priorità va data alla ricostruzione delle strutture economiche e sociali;

(vii) Considerando che, dato l'attuale stato delle reti economiche e dell'infrastruttura nazionale, questi sforzi non possono essere coronati da successo senza un reale impegno politico ed economico delle grandi organizzazioni internazionali;

(viii) Sottolineando che la responsabilità fondamentale in questa assistenza, già dimostrata in occasione dell'accompagnamento del processo di pace e delle elezioni, compete alle Nazioni Unite e all'Unione europea;

(ix) Considerando che di conseguenza la Repubblica democratica del Congo dovrebbe essere un banco di prova per l'attuazione, da parte dell'Unione europea, di una politica euro-africana di partenariato, basata su interessi comuni, sul rispetto reciproco e sull'attenzione alle specificità politiche e sociali della società congolese nel suo complesso;

(x) Considerando che la sicurezza è un presupposto essenziale per l'avvio di una ricostruzione economica duratura, che

(1) Adottata dall'Assemblea il 20 dicembre 2006 durante l'Ottava Seduta.

deve approdare a medio termine ad un'assunzione totale di responsabilità da parte delle autorità legittime della Repubblica democratica del Congo;

(xi) Sottolineando l'importanza, in tale contesto, dell'assistenza, della consulenza e della formazione in materia di sicurezza interna ed esterna, in particolare attraverso le missioni EUPOL Kinshasa (polizia) e EUSEC RDC (forze armate);

(xii) Riconoscendo che senza la presenza significativa delle forze della MONUC sul territorio della Repubblica democratica del Congo, l'attuazione degli Accordi regionali di pace del 2002 (Pretoria) non sarebbe stata possibile;

(xiii) Esprimendo il suo sostegno al mantenimento di dette forze fino a che il governo democratico congolese possa estendere la sua autorità all'insieme del territorio e garantire alle popolazioni la sicurezza e la giustizia cui esse aspirano;

(xiv) Considerando che al termine del processo elettorale e fin dall'investitura del nuovo presidente nonché dall'insediamento di un nuovo governo rappresentativo dell'insieme delle popolazioni della RDC e espressione del parlamento, le diverse milizie e gruppi armati al servizio dei candidati o di gruppi d'interesse privati devono essere sciolte ed i loro membri integrati nelle forze armate della RDC, sotto la duplice supervisione della MONUC e dell'EUSEC RDC;

(xv) Considerando che le Nazioni Unite e l'Unione europea hanno i mezzi per condurre a buon fine questo processo utilizzando i dispositivi politici, economici e militari di cui dispongono;

(xvi) Considerando, in questo caso, che l'Unione europea, con l'assenso delle nuove autorità legittime della RDC ed in coordinamento con le Nazioni Unite, potrebbe prospettare un prolungamento ed un rafforzamento della missione EUFOR RDC per la durata di almeno un anno;

(xvii) Considerando che parallelamente all'impegno per la sicurezza l'Unione eu-

ropea ha una responsabilità particolare in materia di assistenza economica e dispone dei mezzi per imporre una maggiore trasparenza in ordine allo sfruttamento ed alla gestione delle risorse naturali, in particolare quelle minerarie, della RDC e per vigilare affinché esse siano poste al servizio della ricostruzione economica del paese, nell'interesse delle sue popolazioni;

(xviii) Sottolineando che non è accettabile che delle imprese europee o internazionali che abbiano legami con l'Europa siano coinvolte nella RDC in attività economiche che favoriscano la corruzione e la formazione di gruppi armati di sicurezza al di fuori del controllo statale;

(xix) Considerando che, nelle sue riflessioni sull'attuazione di un partenariato strategico con l'Africa, l'Unione dovrebbe sviluppare una visione a medio e lungo termine coerente per quanto riguarda l'utilizzazione contemporanea dei suoi strumenti economici, giuridici, civili e militari di gestione delle crisi;

(xx) Considerando alla luce dell'esperienza acquisita con l'EUFOR RDC che è urgente rivedere i principi, le strutture ed i meccanismi di pianificazione operativa, di generazione di forze e di finanziamento delle operazioni civili e militari di gestione delle crisi;

(xxi) Considerando che ATHENA non è più soddisfacente come meccanismo di finanziamento, in particolare per le missioni nelle quali migliaia di soldati sono impegnati a tempo indeterminato;

(xxii) Sottolineando l'esigenza di conferire maggiore visibilità alle operazioni militari di gestione delle crisi condotte dall'Unione europea, migliorando l'informazione dell'opinione pubblica sul posto e soprattutto in Europa;

(xxiii) Notando in questo contesto che il bilancio della PESC per il 2007 è aumentato di 159 milioni di euro e tenendo presente che circa 100 milioni di euro saranno probabilmente stanziati per la prevista missione civile PESD nel Kosovo;

(xxiv) Considerando che i governi degli Stati membri devono coordinarsi più strettamente con i rispettivi parlamenti nazionali prima di decidere l'avvio di un'operazione militare di gestione delle crisi nell'ambito dell'UE o della NATO per definire meglio gli obiettivi di detta operazione e le condizioni di schieramento delle forze (regole d'ingaggio), tenuto conto dei diversi interessi e delle diverse priorità nazionali,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO D'INVITARE GLI STATI DELL'UEO QUALI MEMBRI ATTUALI O FUTURI DELL'UNIONE EUROPEA A:

1. Proporre l'organizzazione in ambito UE di una nuova missione militare di assistenza alla stabilizzazione nella Repubblica democratica del Congo, possibilmente con il coinvolgimento della Forza di Gendarmeria Europea;

2. Sostenere attivamente l'impegno delle missioni EUPOL e EUSEC, aumentarne le risorse ed estenderne il mandato alla formazione della polizia e delle forze armate della RDC ;

3. Tentare di accrescere l'efficienza delle forze sul terreno armonizzando il più possibile le regole d'ingaggio delle unità nazionali schierate;

4. Assicurarci che, a livello locale, ci sia un miglior coordinamento tra le iniziative e le misure promosse dalla Commissione

europea e dal Consiglio UE, in particolare ricorrendo ai mezzi e alle capacità a disposizione della Commissione, al fine di realizzare gli obiettivi che per loro natura rientrano nella competenza del Consiglio dell'Unione europea;

5. Portare avanti l'impegno, a livello nazionale, europeo e a livello NATO, al fine di sviluppare e rafforzare le capacità d'intervento alle forze europee e la capacità di sostenerle nei settori della schierabilità, della mobilità, della logistica, dei sistemi d'arma e dell'interoperabilità in un contesto multinazionale;

6. Rispettare i calendari di dichiarazione d'operatività dei Gruppi tattici (*Battlegroup*) di 1500 effettivi dell'Unione europea e della Forza di risposta della NATO;

7. Formulare proposte ai fini di una rapida riforma del meccanismo di finanziamento delle operazioni militari di gestione delle crisi dell'Unione europea, denominato « ATHENA »

8. Vigilare, nella misura del possibile, in futuro affinché i parlamenti nazionali siano consultati prima di assumere decisioni sul varo di una missione militare di gestione delle crisi e tenere l'Assemblea informata sullo stato delle missioni delle forze nazionali degli Stati dell'UEO schierate nelle operazioni militari di gestione delle crisi condotte dall'Unione europea o dalla NATO.

